

Burundi : ONU, UA, UE, USA dénoncent des "entraves aux libertés"

@rib News, 03/06/2014 â€“ Source AFP Plusieurs hauts diplomates en charge des Grands-Lacs ont dÃ©noncÃ©, dans un communiquÃ© reÃ§u mardi, les "entraves aux libertÃ©s" et aux activitÃ©s de l'opposition au Burundi, oÃ¹ des Ã©lections gÃ©nÃ©rales cruciales sont prÃ©vues en 2015. L'envoyÃ©e spÃ©ciale de l'ONU Mary Robinson (3Ã¨ Ã© pg), le reprÃ©sentant spÃ©cial de l'Union africaine Boubacar Diarra (2Ã¨ Ã© pg), le coordinateur spÃ©cial de l'Union europÃ©enne Koen Vervaeke (1Ã¨ Ã© pg) et l'envoyÃ© spÃ©cial amÃ©ricain Russ Feingold (4Ã¨ Ã© pg) ont rencontrÃ© au cours du week-end le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza Ã Bujumbura.

Dans leur communiquÃ© commun, ces diplomates se sont dit "trÃ©s prÃ©occupÃ©s par les restrictions de l'espace politique et des libertÃ©s civiles qui entravent les activitÃ©s de l'opposition, de la sociÃ©tÃ© civile et des mÃ©dias, Ã l'approche des Ã©lections de 2015". Ils ont dÃ©noncÃ© "des mesures visant Ã entraver le processus Ã©lectoral et empÃªcher la pleine participation de toutes les parties prenantes", qui risquent de remettre en cause "les progrÃ¨s" ayant permis au Burundi de "surmonter une histoire faite de conflits". "A l'approche des Ã©lections, les mÃ©dias et la sociÃ©tÃ© civile doivent Ãatre libres de parler et de se prononcer sur l'ensemble du processus Ã©lectoral", ont soulignÃ© les diplomates, rappelant que "tous les partis et acteurs politiques doivent avoir une chance Ãgale de participer au processus". "Tout effort visant Ã empÃªcher les rÃ©unions, Ã intimider les participants ou Ã fragiliser l'action de l'opposition met en pÃ©ril le processus Ã©lectoral et va Ã l'encontre de l'engagement exprimÃ© par le gouvernement burundais pour la dÃ©mocratie", ont-ils expliquÃ©. L'histoire du Burundi est jalonnÃ©e de massacres ethniques et le pays a connu une meurtriÃ¨re guerre civile entre 1993 et 2006. Le prÃ©cÃ©dent scrutin de 2010 avait ÃtÃ© boycottÃ© par la quasi-totalitÃ© des partis politiques, Ã l'exception du CNDD-FDD, parti prÃ©sidentiel majoritairement hutu, et de l'Uprona, principal parti tutsi. Le rÃ©cent retrait de l'Uprona du gouvernement a plongÃ© le pays dans une crise politique et fait craindre une rÃ©urgence des tensions ethniques Ã l'approche du scrutin de 2015, lors duquel le prÃ©sident Nkurunziza a l'intention de briguer un troisiÃ¨me mandat, bien que la Constitution l'en empÃªche thÃ©oriquement. Le Parlement a en outre rejetÃ© rÃ©cemment un projet de rÃ©forme constitutionnelle qui menaÃ§ait de rompre le fragile partage du pouvoir entre hutu et tutsi, consacrÃ© par les accords de paix ayant mis fin Ã la guerre civile. Les observateurs s'inquiÃ¨tent en outre d'informations faisant Ã©tat de distributions d'armes aux jeunes du parti au pouvoir, ce que dÃ©ment Bujumbura.